

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CM - CIC BAIL

Société Anonyme au capital de 26 187 000 €.
Siège social : 12, rue Gaillon, 75002 Paris.
642 017 834 R.C.S. Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2017.

I. — Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeur assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	2_8	192 027	119 439
Opérations avec la clientèle	2_8	690 310	656 044
Affacturage			
Obligations et autres titres à revenus fixe			
Actions, ATRV et TAP			
Promotion immobilière			
Placements des entreprises d'assurance			
Participations et autres titres détenus à long terme		73	59
Parts dans les entreprises liées		20 990	21 124
Crédit-bail et location avec option d'achat	2_9	4 815 037	4 550 990
Location simple	2_10	792 133	756 250
Immobilisations incorporelles	2_13		1
Immobilisations corporelles	2_12	333	361
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	2_14	66 292	46 854
Comptes de régularisation	2_15	4 824	5 050
Total de l'actif		6 582 019	6 156 172

Passif	Notes	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	2_8	5 489 457	5 933 660
Opérations avec la clientèle	2_8	5 144	5 381
Dettes représentées par un titre		845 002	
Provisions techniques entp. d'assurance			
Autres passifs	2_14	74 230	64 092
Autres produits d'assurances			
Comptes de régularisation	2_15	134 008	131 706
Dépôt de garantie à caractère mutuel			
Provisions	2_16	2 153	2 808
Dettes subordonnées		9 040	
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	2_17	22 985	18 525
- Capital souscrit		26 188	26 188

- Primes d'émission		69 476	69 476
- Réserves		2 619	2 619
- Ecart de réévaluation			
- Provisions règlementées et subventions d'investissement			12
- Report à nouveau (+ / -)		- 79 770	- 76 606
- Résultat de l'exercice (+ / -)		4 472	- 3 164
- Acomptes sur dividendes versés			
Total du passif		6 582 019	6 156 172

Hors-Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'Euros)	Notes	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement	2_18	385 906	380 044
Engagements de garantie			
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	2_18	6 461 655	6 022 203

II. — Compte de résultat

(En milliers d'Euros)	Notes	2016 31 décembre	2015 31 décembre
Intérêts et produits assimilés		15 706	16 244
Intérêts et charges assimilées		- 34 704	- 49 287
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	3_1	2 080 490	1 998 482
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	3_2	- 2 013 749	- 1 928 755
Produits sur opérations de location simple	3_3	343 658	345 145
Charges sur opérations de location simple	3_4	- 322 445	- 327 460
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)		4 665	5 229
Commissions (charges)	3_5	- 42 921	- 37 837
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	3_6	22 391	20 804
Autres charges d'exploitation bancaire	3_7	- 9 266	- 8 630
Produits nets des autres activités			
Produit net bancaire		43 825	33 935
Charges générales d'exploitation	3_8	- 33 615	- 33 037
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 97	-96
Résultat brut d'exploitation		10 113	802
Coût du risque	3_9	- 4 733	- 3 978
Résultat d'exploitation		5 380	- 3 176
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		- 23	8
Résultat courant avant impôt		5 357	- 3 168
Résultat exceptionnel		0	0
Dotations / reprises de FRBG et provisions règlementées		12	4
Impôt sur les bénéfices		- 897	
Résultat net		4 472	- 3 164

III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 471 573,18 € en totalité au report à nouveau qui sera ainsi ramené de - 79 770 296,98 € à - 75 298 723,80 €.

Nous vous demandons de prendre acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts (CGI) qu'il n'a pas été procédé à la distribution d'un dividende pour les exercices 2014, 2015 et 2016.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe aux comptes sociaux

Faits significatifs

La Réserve latente inscrite dans les comptes financiers après une dotation sur l'exercice de 29 692 K€, s'élève à 596 894 K€ en 2016. Le résultat enregistré dans les comptes sociaux est de 4 472 K€.

1 – Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Depuis le 1er janvier 2016, le règlement ANC 2015-06 a modifié le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. Sa première application n'a pas d'impact sur les capitaux propres d'ouverture de l'entreprise.

Au 1er janvier 2005, en application du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et du CRC 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les sociétés ont été dans l'obligation de reconstituer leurs immobilisations selon l'approche par composants. Les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail, des opérations de location avec option d'achat ou assimilées au sens de l'article 313-1 du Code monétaire et financier ne sont pas tenues d'appliquer ce règlement en vertu de l'avis du CNC n° 2004-15 du 23 juin 2004 rappelé dans l'avis du Comité d'urgence 2006-C, « *excluant du champ d'application du règlement n° 2004-06 précité, tous les contrats de location au sens d'IAS 17 ainsi que les contrats de louage de marque et de brevet* ». C'est pourquoi, CM-CIC Bail n'applique pas ce règlement au titre de ses opérations de crédit-bail.

— Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2016.

Les principes généraux comptables ont été appliqués en respectant la règle de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros (k€).

— Comptabilisation des biens donnés en location.

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire n° 90-01 du 1^{er} avril 1990, CM-CIC Bail inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location.

Ces immobilisations font l'objet de dotations aux amortissements calculées selon les règles comptables et fiscales de droit commun pour la détermination du résultat social.

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable des immobilisations est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation, dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à la dotation linéaire minimale.

Le poste Crédit-bail et location avec option d'achat intègre également les commissions versées ou reçues restant à étaler en application du CRC 2009-03. Ces commissions versées aux apporteurs d'affaires sur opérations de crédit-bail ou location avec option d'achat sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts.

— Méthode d'évaluation des titres de participation.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué dans le cadre de la réévaluation légale de 1976 ou de fusions et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé. La rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

— Méthode d'évaluation du contentieux

En application du CRC 2002-03, les créances douteuses et les encours qui leur sont attachés font l'objet d'un examen individuel, de manière à déterminer avec la plus grande précision possible la probabilité de recouvrement des échéances impayées, compte tenu des cautions et garanties obtenues, et la valeur de recommercialisation des matériels.

Les méthodes de recensement et d'évaluation des risques contentieux respectent les dispositions réglementaires en vigueur tant pour le classement comptable que pour la dépréciation des créances douteuses.

La règle de dépréciation retenue s'applique sur la part non garantie par les Banques Régionales du Groupe CIC et les Fédérations du Groupe Crédit Mutuel des créances et des encours.

Dans le cadre de la nouvelle convention appliquée depuis 2005, la contre-garantie apportée par ces établissements de crédit est de 100%.

Les encours douteux restructurés et reclassés en sains, n'ont pas fait l'objet d'octroi à des conditions hors marché.

Afin de neutraliser le produit d'appel en garantie auprès des banques régionales du CIC ou des caisses de crédit mutuel, enregistré en PNB, CM-CIC Bail, enregistre une dépréciation de la créance garantie (retraite fiscale) en coût du risque. Avant l'exercice 2012, cette dépréciation était enregistrée au passif en Provisions.

Le passage en perte des créances douteuses garanties en coût du risque est couvert par la reprise de dépréciations enregistrée également en coût du risque.

Conformément à la réglementation applicable aux sociétés financières, CM-CIC Bail transfère au poste créances douteuses celles pour lesquelles il existe au moins une échéance impayée depuis plus de trois mois. Les créances sont classées en douteux compromis dès lors qu'elles sont douteuses depuis plus de 12 mois ou qu'elles présentent un caractère contentieux. Le principe de contagion intra-groupe est appliqué. Les pertes probables des créances douteuses font l'objet de dépréciations. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés.

Les intérêts échus impayés depuis plus de 3 mois portés en produits bancaires sont dépréciés à 100 %. Les dotations et reprises de dépréciations relatives au capital des créances douteuses sont comptabilisées dans le poste coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts des créances douteuses sont classées en moins du poste des intérêts reçus.

Par ailleurs, lorsque la valeur probable de recommercialisation des matériels des contrats résiliés ou litigieux est inférieure à l'encours financier de ces contrats, la différence fait l'objet d'une dépréciation financière.

Cette dépréciation n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux.

— Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêts

Le règlement n° 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire est appliqué à l'ensemble des instruments de taux d'intérêt traités de gré à gré.

Les charges et les produits relatifs aux opérations de macro-couverture sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds.

Les charges et les produits courus sur un même contrat peuvent faire l'objet d'un enregistrement pour leur montant net.

Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

L'encours de contrats d'échange de taux d'intérêts au 31 décembre 2016 est de 4 702 707 K€. Ces instruments financiers à terme sont classés en macro-couverture.

— Engagement de retraite et assimilés

Les engagements font l'objet d'une provision et leur variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice et le taux d'augmentation des salaires, évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

La recommandation CNC 2003-R-01 sur les engagements de retraite et assimilés est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2004.

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, sont soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés dans les comptes de CM-CIC Bail pour la part non couverte par de tels contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62^{ème} anniversaire.

— Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

— CICE

Le CICE a notamment permis de maintenir, voire d'accroître le financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires et d'améliorer globalement la compétitivité du groupe, à travers des efforts notamment :

- En matière d'investissement dans de nouvelles technologies telles que les outils numériques (tablettes) et systèmes de visioconférences ;
- En développements informatiques d'un assistant virtuel, basé sur les technologies cognitives, conçu pour apporter encore davantage de qualité de service aux clients ;
- En développements de nouveaux moyens de paiement par téléphone et services annexes ;
- En recherches de nouveaux services à destination de la clientèle de commerçants ;
- Dans le déploiement de la signature électronique des contrats à distance.

— Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1996, CM-CIC Bail est intégrée fiscalement par le C.I.C.

Finance Assurance Conseil est intégrée fiscalement dans le sous-groupe CM-CIC Bail, depuis le 1^{er} janvier 2000.

L'imposition forfaitaire annuelle est versée au C.I.C. qui l'acquitte au Trésor Public dans le cadre de l'intégration fiscale.

Le déficit fiscal passe de 273 355 K€ à 272 450 K€ au 31 décembre 2016 après la prise en compte d'un bénéfice fiscal sur l'exercice de 4 472 K€.

— **Consolidation**

CM-CIC Bail fait partie du périmètre de consolidation du Groupe CIC. Sa prise en compte s'effectue par la méthode de l'intégration globale.

Les comptes consolidés sont établis par le CIC :

- *Siège social* : 6, avenue de Provence 75009 Paris

— **Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.**

CM-CIC Bail ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L.511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

— **Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement particulier remettant en cause la sincérité et l'image fidèle des états financiers au 31 décembre 2016 n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2016.

Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2016

2 – Notes sur le bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité et représentent la part non échue de nos opérations. Les notes 2_1 à 2_7 font référence à la balance financière

Note 2_1 : Ventilation des encours globaux (hors dépréciations)

	2016	2015
Encours sains	6 561 308	6 149 415
Encours douteux	38 128	46 837
Encours douteux compromis	14 971	175
Encours contentieux	44 665	42 007
Total des encours globaux	6 659 072	6 238 434

Note 2_2 : Ventilation des encours par secteurs géographiques

	2016	2015
Secteur Est	1 139 176	1 102 864
Secteur Sud-Est	1 386 494	1 269 208
Secteur Ouest	1 505 013	1 423 973
Secteur Nord	753 072	707 145
Secteur Ile de France	1 102 069	1 096 712
Secteur Sud-Ouest	478 211	419 965
Secteur Antilles/Guyane	15 513	12 893
Non ventilés et divers	279 524	205 674
Total des encours par secteurs géographiques	6 659 072	6 238 434

Note 2_3 : Ventilation des encours par secteurs d'activités économiques

	2016	2015
Secteur de l'industrie	1 024 605	1 036 228
Secteur des transports et communications	1 072 561	993 074
Secteur de la construction	676 819	613 079
Secteur des services	857 554	816 630
Secteur du commerce	835 642	747 706
Secteur de la santé et de l'action sociale	253 492	242 450
Secteur de production d'eau et d'assainissement	176 369	164 588
Secteur de l'activité scientifique	206 102	242 767
Secteur de l'activité financière	125 852	117 498
Secteur de l'agriculture et de la pêche	739 115	706 709

Secteur de l'information et de la communication	61 441	56 870
Secteur de l'hébergement et restauration	120 053	106 892
Secteur de production d'énergie	23 452	27 994
Secteur de l'activité immobilière	35 011	30 914
Secteur de l'enseignement	23 010	22 613
Secteur de l'art et des spectacles	31 496	27 667
Non ventilés et divers	396 498	284 755
Total des encours par secteur d'activités	6 659 072	6 238 434

Note 2_4 : Ventilation des encours par grands types de contreparties

	2016	2015
Entreprises non financières	3 091 692	2 885 579
Particuliers	3 431 945	3 234 743
Etablissements de crédit	36 234	21 882
Administrations centrales	18 233	19 854
Autres établissements financiers	80 968	76 376
Total des encours par grands types de contreparties	6 659 072	6 238 434

Note 2_5 : Ventilation des créances douteuses

	2016		2015		Variation des créances H.T.
	Hors taxe	T.T.C.	Hors taxe	T.T.C.	
Créances douteuses	3 356	3 955	3 345	3 861	0 %
Créances douteuses compromises	920	1 223	7	7	13043 %
Créances contentieuses	87 898	91 282	86 189	95 549	2 %
Total des créances douteuses	92 174	96 460	89 541	99 417	3 %

Note 2_6 : Ventilation des encours douteux

	2016	2015	Variation des encours
Encours douteux	38 128	46 837	-18,59 %
Encours douteux compromis	14 971	175	8454,86 %
Encours contentieux	44 665	42 007	6,33 %
Total des encours douteux	97 764	89 019	9,82 %

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité sociale et représentent la part non échue de nos opérations.

Note 2_7 : Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxe

	Encours	Créances
Solde au 31/12/2015	1 823	80 116
Dotations	333	16 002
Reprises	- 843	- 10 133
Solde au 31/12/2016	1 313	85 985

La dépréciation des encours n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux.

Les provisions pour dépréciation financière sont passées de 1 823 K€ au 31 décembre 2015 à 1 313K€ au 31 décembre 2016.

Le total des provisions pour dépréciation des créances est de 80 116 K€ au 31 décembre 2015 contre 85 985 K€ au 31 décembre 2016

Note 2_8 : Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

Actif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
Caisse, banques centrales						
Créances sur les établissements de crédit	192 027					192 027
- A vue	72 027					72 027
- A terme	120 000					120 000
- Créances douteuses						

- (-) Dépréciation des créances douteuses						
- Créances rattachées						
Opérations avec la clientèle	42 784	136 825	439 062	68 339	3 300	690 310
- Créances clientèles	42 784	136 825	439 062	63 688		682 359
- Créances douteuses				5 305		5 305
- (-) Dépréciation des créances douteuses				- 654		- 654
- Créances rattachées					3 300	3 300
Crédit-bail et location avec option d'achat	469 690	1 223 913	3 108 100	203 199	1 761	5 006 663
- Immobilisations en location (encours financiers)	449 818	1 223 913	3 108 100	103 933		4 885 764
- Créances douteuses				85 740		85 740
- (-) Dépréciation des créances douteuses				- 73 170		- 73 170
- Créances rattachées	19 872			86 696	1 761	108 329
Location simple	119 276	234 658	613 993	42 316	1 770	1 012 013
- Immobilisations en location simple (encours financiers)	103 204	234 658	613 993	41 331		993 186
- Créances douteuses				13 146		13 146
- (-) Dépréciation des créances douteuses				- 12 161		- 12 161
- Créances rattachées	16 072				1 770	17 842
Totaux	823 777	1 595 396	4 161 155	313 854	6 831	6 901 013

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

Passif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
Dettes envers les établissements de crédit	719 221	969 928	3 270 611	527 000	2 697	5 489 457
- A vue	103					103
- A terme	719 118	969 928	3 270 611	527 000		5 486 657
- Dettes rattachées					2 697	2 697
Comptes créditeurs de la clientèle	5 144					5 144
- A vue	5 144					5 144
- A terme						
- Dettes rattachées						
Totaux	724 365	969 928	3 270 611	527 000	2 697	5 494 601

La part des opérations financées par le groupe Crédit Mutuel CIC est de 5 486 657 K€.

Note 2_9 - Crédit-bail et location avec option d'achat

	2016	2015
- Immobilisations au début de l'exercice	8 861 038	8 591 301
- Acquisitions de l'exercice	2 546 297	2 318 439
- Sorties de l'exercice	- 2 022 663	- 2 048 701
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	9 384 673	8 861 038
- Amortissements au début de l'exercice	- 4 475 819	- 4 344 802
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	- 1 744 017	- 1 662 466
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	1 529 301	1 531 449
- Autres		
Amortissements en fin d'exercice	- 4 690 535	- 4 475 819
Immobilisations nettes	4 694 138	4 385 219
Créances douteuses & compromises	12 570	19 342
- Créances douteuses	4 121	3 606
- Créances douteuses compromises	81 619	83 160
- Indemnités de résiliation		
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	- 12 404	- 9 638
- Dépréciation des indemnités de résiliation	- 60 766	- 57 786
Créances rattachées	108 329	146 429

- Locataires débiteurs	19 872	61 912
- Loyers courus	1 761	3 247
- Etalement des commissions	86 696	81 270
- Autres		
Total crédit-bail et location avec option d'achat	4 815 037	4 550 990

Note 2_10 : Location simple et location longue durée

	2016	2015
- Immobilisations au début de l'exercice	1 596 752	1 574 304
- Acquisitions de l'exercice	434 476	391 720
- Sorties de l'exercice	- 368 234	- 369 272
- Autres		
Immobilisations en fin d'exercice	1 662 994	1 596 752
- Amortissements au début de l'exercice	- 857 488	- 817 449
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	- 297 836	- 300 546
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	265 637	260 507
- Autres		
Amortissements en fin d'exercice	- 889 688	- 857 488
Immobilisations nettes	773 306	739 264
Créances douteuses & compromises	985	1 131
- Créances douteuses	126	255
- Créances douteuses compromises	13 020	13 284
- Indemnités de résiliation		
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	- 1 215	- 1 323
- Dépréciation des indemnités de résiliation	- 10 946	- 11 085
Créances rattachées	17 842	15 855
- Locataires débiteurs	16 072	13 712
- Loyers courus	1 770	2 143
Total location simple et location longue durée	792 133	756 250

Note 2_11 : Intérêts courus à recevoir ou à payer

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
Actif		
- Créances sur les établissements de crédit	0	
- Créances sur la clientèle	3 300	0
- Crédit-bail & location avec option d'achat	1 761	0
- Location simple & location longue durée	1 770	0
Passif		
- Dettes envers les établissements de crédit		
<i>A vue</i>	0	0
<i>A terme</i>	0	2 697
Total	6 831	2 697

Note 2_12 : Immobilisations corporelles

	2016	2015
- Immobilisations au début de l'exercice	1 345	1 345
- Acquisitions de l'exercice	68	88
- Sorties de l'exercice	0	- 88
- Autres	0	0
Immobilisations en fin d'exercice	1 413	1 345
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	- 984	- 966
- Dotation de l'exercice	- 96	- 96

- Reprise de l'exercice	0	78
- Autres	0	0
Amortissements et dépréciations en fin d'exercice	- 1 080	- 984
Immobilisations nettes	333	361

Note 2_13 : Immobilisations incorporelles

	2016	2015
- Immobilisations au début de l'exercice	10	17
- Acquisitions de l'exercice	0	0
- Sorties de l'exercice	0	- 8
- Autres	- 1	1
Immobilisations en fin d'exercice	9	10
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	- 9	- 9
- Dotation de l'exercice	0	0
- Reprise de l'exercice	0	0
- Autres	0	0
Amortissements et dépréciations en fin d'exercice	- 9	- 9
Immobilisations nettes	0	1

Note 2_14 : Postes « Autres actifs & autres passifs »

	2016	2015
Autres actifs		
- Etat - acomptes sur IS	0	
- Etat - TVA à récupérer	44 280	15 542
- Débiteurs divers	9 141	10 224
- Autres	12 871	21 088
Total	66 292	46 854
Autres passifs		
- Etat - Divers impôts et taxes (dont TVA)	7 768	6 154
- Fournisseurs et effets à payer	26 620	21 023
- Organismes sociaux & comptes liés aux salaires	651	536
- Dépôts reçus des locataires	7 341	7 683
- Subventions d'investissement (DRIRE)	7 290	7 399
- Crédoeurs divers	24 556	19 893
- Autres	4	1 404
Total	74 230	64 092

Note 2_15 : Compte de régularisation

	2016	2015
Comptes de régularisation actif		
- Charges constatées d'avance	48	41
- Produits à recevoir	4 625	4 917
- Autres comptes de régularisation	151	92
Total	4 824	5 050
Comptes de régularisation passif		
- Charges à payer	7 879	6 939
- Produits constatés d'avance	122 660	121 968
- Autres comptes de régularisation	3 469	2 799
Total	134 008	131 706

Note 2_16 : Provisions

	Prov. chges participat. bancaires	Provisions risques clientèle	Prov. retraite personnel en activité	Prov. médailles du travail	Prov. pour risques divers	Variation Exercice 2015	Exercice 2015
Solde au 31/12/2015		1 166	828	444	370	2 808	3 101
- Dotations		177	113	48		338	736
- Reprises		- 623			- 370	- 993	- 1 029
- Autres							
Solde au 31/12/2016	0	720	941	492		2 153	2 808

Note 2_17 : Variation des capitaux propres

	Solde au 31/12/2015	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autres	Solde au 31/12/2016
- Capital	26 188				26 188
- Prime de fusion	69 476				69 476
- Réserves	2 619				2 619
- <i>Réserve légale</i>	2 619				2 619
- <i>Autres réserves</i>					
- Provisions règlementées et subventions d'investissement	12			- 12	
- Ecart de réévaluation					
- Report à nouveau	- 76 606			- 3 164	- 79 770
- Acomptes et dividendes versés					
- Résultat de l'exercice	- 3 164	3 164	4 472		4 472
Total des capitaux propres	18 525	3 164	4 472	- 3 176	22 985

Note 2_18 : Tableau des engagements

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Engagements donnés						
- Autres ouvertures de crédit	- 383 293					- 383 293
- Douteux	- 720					- 720
- Garanties en faveur des Ets de crédit	- 1 893					- 1 893
- Engagements en faveur de la clientèle						
Engagements reçus						
- Concours irrévocables mis à la disposition d'Ets de crédit						
- Garanties reçues d'Ets de crédit	6 461 655				6 461 655	
- Engagements reçus de la clientèle						
Engagements sur instruments financiers à terme						
- Swaps	- 4 702 707				- 4 702 707	

3 – Notes sur le compte de résultat**Note 3_1 - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées**

	2016	2015
- Loyers	2 002 287	1 914 355
- Quote part de subvention virée au résultat	3 035	3 400
- Autres produits	30 792	28 733
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	2 170	- 2 538
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	- 2 980	3 723
- Plus-values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	45 186	50 809
Total	2 080 490	1 998 482

Note 3_2 : Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées

	2016	2015
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	1 744 017	1 660 295
- Moins-values de cession des immobilisations de crédit-bail	232 961	230 765

- Commissions d'apport	36 158	36 881
- Autres charges	613	815
Total	2 013 749	1 928 755

Note 3_3 : Produits sur opérations de location simple & location longue durée

	2016	2015
- Loyers	299 775	302 029
- Quote part de subvention virée au résultat	8	8
- Autres produits	2 083	7 034
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	362	- 2 064
- Dotations / reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	139	2 635
- Plus-values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	41 291	35 503
Total	343 658	345 145

Note 3_4 : Charges sur opérations de location simple & location longue durée

	2016	2015
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	297 836	300 546
- Moins-values de cession des immobilisations de crédit-bail	24 246	26 496
- Autres charges	363	418
Total	322 445	327 460

Note 3_5 : Commissions (Charges)

	2016	2015
- Commissions de partage de risques	35 832	33 428
- Commissions d'apport	2 094	
- Frais de mise en place	4 802	4 236
- Autres commissions	193	173
Total	42 921	37 837

Les commissions de partage de risques et d'apport représentent 45 % chacune de la marge financière sur nos opérations apportées par les réseaux du groupe Crédit Mutuel CIC.

Note 3_6 : Autres produits d'exploitation bancaire

	2016	2015
- Autres produits sur prestations de maintenance	14 674	12 993
- Autres produits (*)	7 717	7 811
- Ventes gestion de stock		
Total	22 391	20 804
<i>(*) Dont frais de mise en place 4802 K€</i>		

Note 3_7 : Autres charges d'exploitation bancaire

	2016	2015
- Autres charges sur prestations de maintenance	6 893	6 325
- Autres charges	2 373	2 305
- Achats gestion de stock		
Total	9 266	8 630

Note 3_8 : Charges générales d'exploitation

	2016	2015
- Frais de personnel	15 250	14 632
- Impôts et taxes	1 906	4 508
- Services fournis par sociétés du groupe	9 235	8 962

- Services extérieurs	7 224	4 935
Total	33 615	33 037

Ventilation des frais de personnel	2016	2015
- Salaires et traitements (*)	9 040	8 787
- Charges de retraite	80	- 110
- Participation des salariés	255	166
- Intéressement des salariés	963	1 012
- Impôts et taxes sur rémunérations	359	379
- Autres charges sociales	4 553	4 398
Total	15 250	14 632
(*) crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, comptabilisé au crédit des charges de personnel, s'élève à 265K€ au titre de l'exercice 2016.		

Effectifs moyens	2016	2015
- Cadre	77	73
- Non cadre (dont 2 personnes détachées)	149	133
Total	226	206

— Indemnités de fin de carrière

CM-CIC Bail enregistre à son bilan les provisions pour indemnités de fin de carrières et les médailles du travail.

Ces avantages à long terme sont calculés par le groupe CIC pour sa filiale CM-CIC bail.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- le taux d'actualisation de 1,2 % est déterminé par référence à l'Iboxx Corporate AA10+ au 31 décembre 2016 (en remplacement du TEC 10 précédemment utilisé)
- Le taux d'augmentation des salaires est évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.
- Les taux de mobilités des salariés sont mis à jour annuellement et déterminé par tranche d'âge.
- L'âge de départ en retraite est estimé globalement à 62 ans sur la base des lois en vigueur.
- La table de mortalité INSEE TH / TF 00-02

Note 3_9 : Coût du risque

	2016	2015
- Dotations pour dépréciations des créances douteuses	- 4 740	- 3 335
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses utilisées	1 714	3 102
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses disponibles		
- Créances irrécouvrables	- 2 109	- 4 338
- Récupérations sur créances amorties	402	593
- Autres		
- Provision sur risques spéciaux contentieux		
- Provision pour participations bancaires		
- Provision sur risques ITNL et divers		
Total coût du risque	- 4 733	- 3 978

Note 4 – Information sur les comptes financiers CM-CIC Bail

Alors que la comptabilité sociale est le reflet de la situation juridique créée par le contrat de crédit-bail et n'en retient que les aspects résultant du droit de propriété du bailleur sur le matériel donné en location, la comptabilité financière, quant à elle, privilégie l'approche économique et traite l'opération de crédit-bail comme un crédit accordé au locataire pour l'acquisition de son matériel.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière sont définis ci-après.

— Encours financier

Il correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée, il est égal :

- À la somme des valeurs actualisées, au taux du barème de location :
- Des loyers hors taxe dus contractuellement,
- De la valeur résiduelle en fin de location,
- Ou encore, au prix d'achat hors taxe du matériel loué, déduction faite des amortissements financiers déjà pratiqués.

— Amortissement financier

Il est égal à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

La valeur résiduelle complète, lors de la cession en fin de bail, l'amortissement financier.

— Résultat financier

Son montant est égal à la différence entre :

- Le résultat brut d'exploitation après déduction de tous frais, provisions, pertes et profits exceptionnels,
- La dotation de l'exercice au compte d'amortissement financier du matériel et les plus ou moins-values de cessions financières dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des reventes de matériels contentieux.

— Résultat social

Son montant est égal à la différence entre ce même résultat brut d'exploitation et la dotation de l'exercice aux amortissements fiscaux des matériels et les plus ou moins-values de cessions fiscales dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des reventes de matériels contentieux.

L'écart entre le résultat financier et le résultat social provient donc de la différence de rythme entre l'amortissement financier et l'amortissement fiscal et des différences entre plus et moins-values financières et plus et moins-values fiscales résultant elles-mêmes des écarts entre encours financier et valeur nette comptable.

Données synthétiques des comptes financiers

Données en k€	2016	2015
Résultat social	4 472	- 3 164
Variation de réserve latente nette d'impôts différés	18 612	31 986
Résultat financier	23 084	28 822

— Réserve latente

Celle-ci est égale :

- À la différence entre les résultats financiers et comptables, avant impôt, cumulée depuis l'origine de la société,

Et également :

- À la différence entre l'encours financier des matériels et leur valeur nette comptable.
- Au retraitement des loyers constatés d'avance.

La réserve latente est inscrite dans les réserves du bilan financier pour son montant net d'impositions différées.

	2016	2015
Réserve latente Net d'impôts différés – N	483 492	464 880
Variation de réserve latente net d'impôts différés	18 612	32 000
Réserve latente Net d'impôts différés N-1	464 880	432 880

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(En Euros)	2012	2013	2014	2015	2016
1. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social	26 187 800	26 187 800	26 187 800	26 187 800	26 187 800
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	13 093 900	13 093 900	13 093 900	13 093 900	13 093 900
c) Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription					
2. Opérations et résultats de l'exercice					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	2 248 043 208	2 252 996 375	2 261 645 808	2 310 810 319	2 390 326 187
b) Résultats avant impôt, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	1 840 433 271	1 898 651 396	1 901 906 702	1 950 981 427	2 050 989 953
c) Impôts sur les bénéfices					
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultats après impôt, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	-27 648 735	-4 470 475	7 659 358	-3 164 441	4 471 573
f) Résultat distribué					
3. Résultats par actions					
a) Résultats après impôt, avant amortissements et provisions	140,56	145,00	145,25	149,00	156,64
b) Résultats après impôt, amortissements et provisions	-2,11	-0,34	0,58	-0,24	0,34
c) Dividende versé à chaque action					
4. Personnel					
a) Nombre de salariés	204	202	205	206	226

b) Montant de la masse salariale	7 418 875	7 642 241	7 796 863	8 201 755	8 524 552
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	3 154 998	3 439 058	3 488 291	3 664 895	3 871 212

Tableau des filiales et participations

(En milliers d'Euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice net ou perte (-) dernier exercice clos 2016	Dividende encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
I. Renseignements détaillés										
A. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)										
(Indiquer dénomination et siège social)										
<i>Filiale française</i>										
- F.A.C SA 12, rue Gaillon - 75002 Paris										
<i>Filiale étrangère</i>										
- CM-CIC Leasing Benelux SA : Rue du Crayer 1000 Belgique	20 000	5 779	99,99 %	19 998	19 998			304 711	1 145	
- CM-CIC Leasing Gmbh Wilhelm-Leuschner Strass 9-11, 60329 Frankfurt am main - Allemagne	1 000	10 730	99,00 %	992	992			21 691	2 418	

Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille

Sociétés (En Euros)	Nombre d'actions	Prix unitaire	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Filiales					
CM-CIC BAIL Belgium	999 900	20,00	19 998 000		19 998 000
CM-CIC Leasing	495	2 005,00	992 475		992 475
Total	1 000 395	2 025	20 990 475	0	20 990 475

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société CM-CIC Bail S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, telles que décrites dans la note 1 intitulée « Principes, règles et méthodes comptables » au paragraphe intitulé « Méthode d'évaluation du contentieux » de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par dépréciations. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 5 mai 2017

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

PricewaterhouseCoopers Audit
Jacques Lévi

IV. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande adressée à : CIC – Secrétariat Général - 4, rue Gaillon - 75107 Paris Cedex 02, avec une enveloppe suffisamment affranchie pour le retour.

1703371